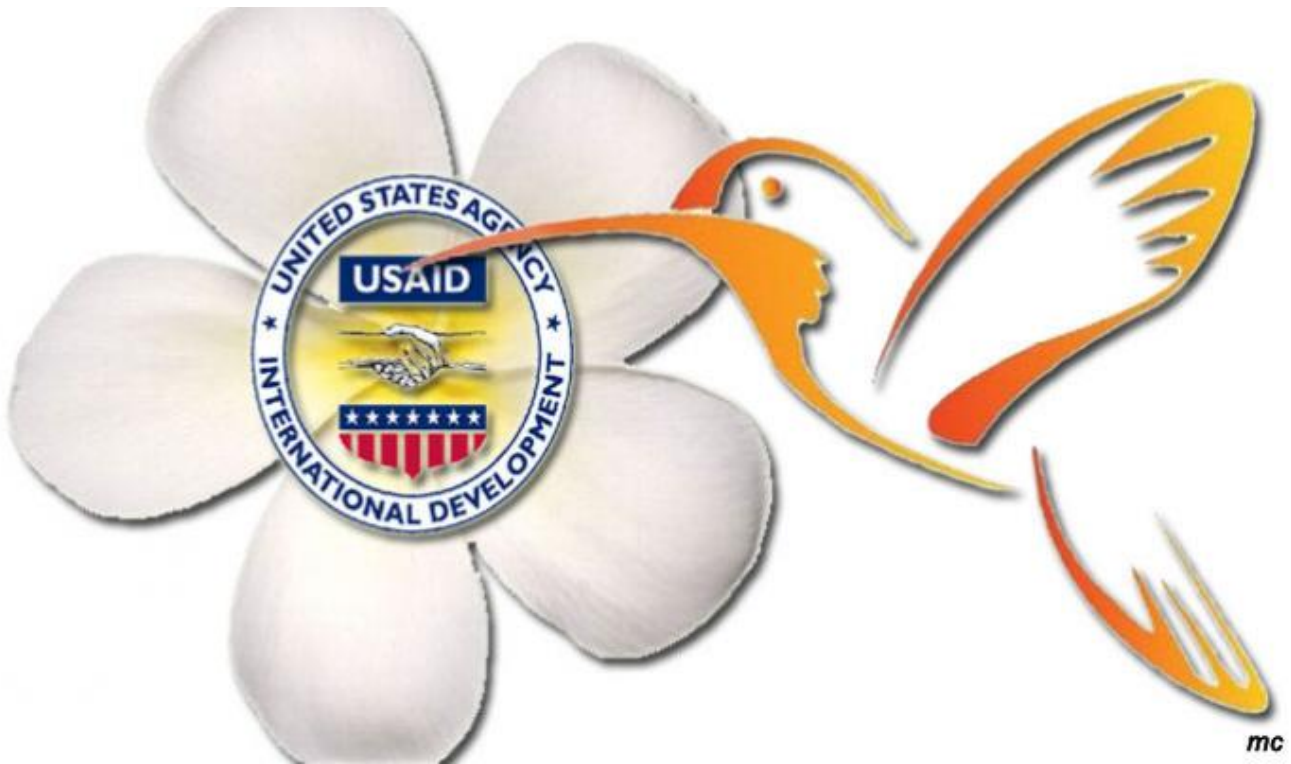




Cuba dénonce aux Nations Unies le programme subversif Zunzuneo utilisé par les États-Unis contre notre pays



Nations Unies, 2 mai (RHC)- Cuba a de nouveau condamné aux Nations Unies le programme de twitter Zunzuneo, appliqué par les États-Unis à des fins de déstabilisation à travers des messages envoyés à des portables dans notre pays.

Cuba a présenté le cas devant le Groupe des 77 plus la Chine formée de 133 pays en voie de développement.

L'Ambassadeur alterne de Cuba aux Nations Unies, Oscar León, a fait savoir au Mouvement des Pays Non-alignés que Zunzuneo est un projet subversif dans lequel Washington a utilisé des millions de dollars des contribuables.

Au cours d'une réunion du Mouvement formé de 120 pays, le diplomate a exigé du gouvernement des États-Unis le respect du droit international et de la Charte de l'ONU ainsi que la cessation de ses actions illégales et secrètes contre Cuba.

Au cours de la rencontre du Mouvement des Pays Non-alignés, Belarus, l'Équateur, le Nicaragua, la Syrie, la République Populaire et Démocratique de Corée et le Venezuela, entre autres, ont exprimé leur appui à Cuba. Ils ont exprimé leur préoccupation pour l'utilisation des nouveaux outils de l'information et des télécommunications à des fins de déstabilisation.

Des médias étasuniens notamment l'agence de presse Associated Press, AP, ont révélé début-avril que le programme secret a inclus la participation d'entreprises étasuniennes implantées dans plusieurs continents dans le but de cacher l'origine des messages envoyés à des milliers d'abonnés, en principe avec des contenus non controversables pour après inciter à la subversion interne.



Lundi dernier, le représentant permanent de Cuba aux Nations Unies, Rodolfo Reyes, a dénoncé devant le Comité d'Information de cet organisme mondial que Washington s'obstine à subvertir l'ordre politique, économique et social choisi de façon souveraine par le peuple cubain.

Outre Zunzuneo, Rodolfo Reyes a dénoncé la poursuite des émissions illégales de radio et de télévision.

Le diplomate cubain a relevé que la plus récente opération déstabilisatrice anti-cubaine viole les lois cubaines et étasuniennes, comme la CAN-SPAM Act, votée par le Congrès des États-Unis en 2003 et qui interdit l'envoi de messages commerciaux et d'autre type sans que le destinataire exprime son consentement.

D'autre part -a-t-il ajouté- l'on viole, une fois de plus les dispositions de l'UIT, l'Union Internationale des Télécommunications, par l'utilisation des nouvelles technologies, en particulier des réseaux sociaux, à des fins autres que celles destinées à promouvoir les relations pacifiques et la coopération internationale.